



---

## Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970

*Integration of Professional Norms and Politicization in Turkish Police Force in the 1970s*

**Benjamin Gourisse**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/2273>

DOI : 10.4000/ejts.2273

ISSN : 1773-0546

### Éditeur

EJTS

### Référence électronique

Benjamin Gourisse, « Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970 », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 03 novembre 2009, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/2273> ; DOI : 10.4000/ejts.2273

---

© Some rights reserved / Creative Commons license

---

Gourisse, Benjamin (2008) 'Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8, No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2273.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

## Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970

Benjamin Gourisse

**Abstract.** This paper analyses the way Turkish policemen were politicized in the 1970s. It relies on the study of interns' socialization into the police force. The article first examines some of the different paths by which individuals became police in order to understand why new recruits entered the force, and why some failed to integrate into institutional norms. Secondly, the article examines the working conditions of the police, suggesting that factors such as poor pay and insufficient resources (vehicles, uniforms, weapons, etc) made it more difficult for new recruits to develop a strong relationship with the institution. Finally, the article studies the impact of two mutually antagonistic associations that represented the police (Pol-Der and Pol-Bir). The paper argues that lack of training, discretionary appointments, and limited resources explain why police during this time tended to become highly politicized and loyal to political organizations rather than primarily loyal to the police force itself.

Garante du maintien de l'ordre dans les espaces urbains, la police turque donne dans les années 1970 l'image d'une institution traversée par des lignes de divisions importées de l'extérieur, et productrices de rapports différenciés aux normes prescrites. L'article entend interroger les raisons de l'absence de normalisation des pratiques dans la police turque pendant la décennie 1970, par l'étude des mécanismes de socialisation internes à l'institution policière.

[2] Pendant cette décennie, les pratiques professionnelles des agents de police conduisent à la politisation de l'institution au sens de Lagroye (2003: 361). La majorité des fonctionnaires de police ne respecte plus les rôles prescrits par l'institution, et les principes générateurs des pratiques des policiers ne sont plus produits par l'institution elle-même mais par les forces politiques qui tentent avec succès de l'investir pour en faire un espace de compétition. Pendant les dernières années de la décennie, les agents de police s'insultent, s'affrontent physiquement, et privilégient dans leur pratique professionnelle quotidienne l'un ou l'autre des deux 'camps' antagonistes que forment les groupes et partis mobilisés d'extrême droite et d'extrême gauche<sup>1</sup>. L'attitude des forces de l'ordre lors du 'massacre de Kahramanmaraş' perpétré à la fin du mois de décembre 1978<sup>2</sup> tend à le prouver, certains policiers, membres du syndicat Pol-Bir (Polis Birliği, l'Union de la police) et proches du Parti de l'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi, MHP) 'laissant faire' les assaillants, tandis que les membres et les sympathisants de l'association<sup>3</sup> de gauche Pol-Der (Polis Derneği, l'Association de la police) tentent de s'interposer. Ailleurs, ce sont les policiers de 'gauche' qui s'en prennent aux victimes d'agression résidant dans des quartiers dont les habitants sont connus comme proches des partis de droite (Bölügiray 1989: 33). Les principes générateurs des pratiques policières relèvent alors davantage de la place des agents dans l'espace des positions politiques que d'un 'esprit' de corps ou d'un 'sens' de l'Etat.

---

<sup>1</sup> De 1974 au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, des groupes mobilisés d'extrême gauche et d'extrême droite, porteurs d'intérêts et de projets de société antagonistes, radicalisent leurs modes d'action et s'identifient comme adversaires pour se livrer à des affrontements armés. Le bilan officiel des troubles pour la période est de 5 713 morts et 18 480 blessés (Bozarlan 1999).

<sup>2</sup> Du 19 au 25 décembre 1978, une partie de la population sunnite de Kahramanmaraş, instrumentalisée par des membres locaux du Parti de l'action nationaliste (MHP, Milliyetçi Hareket Partisi) s'attaque aux habitants alévis de la ville. Les affrontements qui en découlent se soldent par la mort de 111 personnes. On compte plus de 1 000 blessés ; 552 commerces, 289 maisons et 8 véhicules ont été incendiés (Gürel 2004a: 124).

<sup>3</sup> La formation de syndicats dans la fonction publique étant interdite par la loi, les groupes de défense des intérêts des fonctionnaires adoptent le statut d'association.

[3] La question qui guidera nos développements est celle des facteurs qui produisent, chez les fonctionnaires de police, une distance au rôle prescrit par l'institution. Les processus dévoilés permettront, outre une meilleure compréhension de l'institution et des pratiques de ses agents, d'avancer dans la compréhension de la diffusion des mobilisations, notamment dans les institutions d'Etat, pendant la seconde moitié de la décennie 1970. Nous montrerons que les conditions pratiques nécessaires à la désobjectivation de la police par ses membres sont présentes en amont des mobilisations et qu'elles sont un facteur de leur importation dans l'institution. Par ses conditions concrètes de fonctionnement, l'institution policière porte en elle les conditions d'une 'déshabitude' (Berger, Luckmann 2006: 144) de ses participants. Les associations d'extrême gauche et d'extrême droite, qui voient le jour dans l'institution au cours de la décennie, instrumentaliseront cet état de fait pour pérenniser leurs activités, en proposant des définitions concurrentes du rôle du 'bon' policier.

[4] Plusieurs types de sources sont convoqués : deux revues animées par des fonctionnaires de police, *Polis Dergisi* (La Revue de la police) et *Polis Magazin* (Le Magazine de la police) qui ont été dépouillées, de janvier 1978 à décembre 1980 pour la première et de mars 1977 à décembre 1980 pour la seconde<sup>4</sup> ; les mémoires de policiers syndiqués (Yiğenoğlu 1995 ; Öner 2003) et du commandant de l'état de siège (proclamé le 26 décembre 1978) des provinces d'Adana, de Gaziantep, d'Adıyaman, et de Kahramanmaraş (Bölügiray 1989) ; enfin, des travaux universitaires nous autorisant des pistes de réflexion comparatives historiques (Uysal 2005) et géographiques (Bruneteaux 1993, Gürel 2004). Les propos recueillis lors d'entretiens semi-directifs menés avec d'anciens militants de groupes radicaux (d'extrême gauche et d'extrême droite) et d'anciens policiers (un membre de *Pol-Der* et un membre de *Pol-Bir*) n'ont pas été utilisées pour la préparation de l'article. Le fait qu'ils soient toujours articulés aux positions politiques de leurs auteurs pendant les années 1970 en minimisait la portée dans notre dispositif d'administration de la preuve. Nous avons préféré ne pas en tenir compte. Des précautions ont alors été respectées dans l'utilisation des sources susmentionnées, afin d'essayer de nous prémunir des risques induits par l'utilisation exclusive de sources secondaires. A chaque fois que cela a été possible, nous avons confronté les données proposées par nos différentes sources avant de les utiliser. Ainsi, les travaux de Burak

---

<sup>4</sup> Pour le dépouillement de ces revues, le choix de la date du premier numéro a été dicté par nos possibilités d'accès aux archives de presse à la bibliothèque d'Etat Beyazit d'Istanbul. Nous avons choisi de clore le dépouillement au mois de décembre 1980, afin de pouvoir repérer les effets potentiels du coup d'Etat du 12 septembre 1980 dans la production de ces deux revues.

Gürel consacrés à la police et à sa politisation dans la province de Kahramanmaraş et les articles proposés par les revues de policier *Polis Dergisi* et *Polis Magazin* permettent de vérifier les propos que tient le commandant Bölügiray sur la situation dans les provinces d'Adana, de Gaziantep, d'Adiyaman et de Kahramanmaraş. Nous avons tenté de limiter les biais liés à l'utilisation de documents produits par des institutions sécuritaires ou par leurs représentants, en essayant de ne pas légitimer ou importer dans le champ scientifique des positions et des arguments incarnés par les acteurs étudiés. Les prises de positions et réflexions normatives que l'on peut lire dans nos sources ont été ignorées comme témoignage, mais prises en compte comme révélateurs de la structuration de l'espace des positions interne à la police. L'étude des phénomènes de subversion dans la police turque doit néanmoins impérativement passer par l'utilisation de ce type de données, la production de savoir sur l'institution étant quasi-exclusivement le fait de ses membres<sup>5</sup>.

[5] L'article s'articule autour de trois axes de réflexion qui permettront de comprendre pourquoi la police turque ne parvient plus à assurer une socialisation de ses agents 'accordée aux nécessités objectives d'une institution qui offre au pouvoir politique la possibilité d'avoir le dernier mot' sur les mouvements contestataires (Bruneteaux 1993: 470). L'étude des filières d'accès au métier de policier fait l'objet d'un premier développement dans lequel nous expliquons pourquoi les agents de police n'intègrent pas les normes de l'institution lors de leur entrée. La description des conditions de vie des agents de police dans l'institution, des sociabilités internes et des rétributions symboliques et financières qu'elle propose permet dans un deuxième temps de reconstruire les rapports qu'entretiennent les fonctionnaires de police à l'institution, ainsi que des représentations qu'ils ont de leur fonction dans la période étudiée. Il s'agit enfin de voir dans quelle mesure le travail de mobilisation, mené par les associations antagonistes qui investissent la police, va proposer des normalisations concurrentes valorisantes pour les agents. Ce faisant, nous expliquons les raisons de l'absence d'un habitus de groupe policier en Turquie pendant la période étudiée, ainsi que ses effets dans un contexte de quasi-guerre civile.

---

<sup>5</sup> Pour une évaluation des difficultés d'accès au terrain et de la production scientifique sur la police turque (Uysal 2005).

## **I. Les filières d'accès à l'institution : sous professionnalisation et absence de dispositifs domestiquants.**

### **La multiplicité des filières d'entrée dans l'institution**

[6] A partir des années 1960, les modalités de recrutement et de formation, ainsi que l'origine politique et sociale des policiers ont connu des évolutions notoires. Si les gardiens de la paix ne se sont jamais caractérisés par un fort niveau de capital culturel, les facilités d'entrée dans l'institution semblent avoir attiré un nombre croissant d'individus en situation d'échec professionnel et au niveau d'éducation très limité. Ainsi, le commandant Bölügiray se plaint en 1979 du fait que les policiers n'ont le plus souvent qu'un niveau d'éducation primaire (*ilkokul*) ou de collège (*ortaokul*) quand les 'terroristes' sont diplômés d'université<sup>6</sup> (Bölügiray 1989: 153). Une enquête sur le niveau scolaire des fonctionnaires de police, évoquée dans le numéro de janvier 1980 de *Polis Magazin*, confirme le faible niveau de capital culturel des policiers. Selon ses conclusions, 11,3 % des fonctionnaires de police en poste en 1980 ont quitté l'école après le primaire, 80,8 % ont un diplôme de fin de collège, 4,2 % sont diplômés de lycée et 3,8 % de l'enseignement supérieur (université ou écoles de formations) (*Polis Magazin* 1980: 21). Cette situation ne poserait que peu de problèmes si les candidats recevaient une formation adaptée au métier de policier lors de leur entrée dans l'institution.

[7] Or ce n'est pas le cas. La trajectoire sociale de Sıtkı Öner, ancien secrétaire général de l'association de police de gauche Pol-Der, ainsi que les conditions concrètes de son entrée dans la police, en témoignent. Il naît en 1938 dans une famille originaire de la province de Sivas. Son père est un 'petit' fonctionnaire local (il a la charge du budget du village, *Maliye veznedarlığı*) dans la province de Kahramanmaraş. En 1955, Sıtkı Öner échoue à intégrer l'école d'instituteurs de Gaziantep (Gaziantep Öğretmen Okulu) mais parvient, grâce à l'entremise de son frère<sup>7</sup>, à trouver un poste d'assistant instituteur dans diverses écoles primaires (Öner 2003 : 13). En 1957, il commence une formation d'électricien mais, souffrant d'une hernie discale, il ne peut pas passer les examens

---

<sup>6</sup> Bölügiray note en outre que ces 'terroristes' disposent de savoir-faire pratiques pour la lutte armée en milieu urbain, ce contre quoi les policiers ne sont pas préparés (Bölügiray 1989: 153).

<sup>7</sup> Son frère aîné Ali Turan Öner est fonctionnaire aux affaires sanitaires dans la circonscription de Suruç.

finaux. En juillet 1964, un ami l'informe que la police recrute et lui propose de candidater. Ils envoient leur dossier et commencent leur carrière de policier un mois plus tard à la direction de la sécurité (Emniyet Müdürlüğü) d'Ankara, sans avoir passé d'examen d'entrée ni reçu de formation. Les conditions concrètes de l'engagement de Sıtkı Öner dans l'institution sont banales pour l'époque. C'est l'échec professionnel ou le manque de compétences scolaires qui dirigent vers un type d'activité qui ne nécessite aucun savoir-faire particulier. Le journaliste Ertuğrul Akbay arrive aux mêmes conclusions dans un dossier intitulé la 'face cachée de la police turque', paru dans *Polis Magazin* :

'Une part importante des policiers d'aujourd'hui ont choisi la profession, non par vocation mais pour pouvoir manger. La majorité d'entre eux changerait de profession sur le champ si elle trouvait un autre emploi. Seul le haut niveau de chômage dans le pays empêche cela d'arriver. L'idéal de ces gens, ce n'est pas d'être policier, c'est d'avoir un travail' (Akbay 1980b: 10-21).

[8] Dans le cas de Sıtkı Öner, il semble que les préférences politiques aient également joué un rôle dans la décision d'engagement. Issu d'une famille pro-CHP<sup>8</sup> (Cumhuriyet Halk Partisi, Parti républicain du peuple), il affirme que cela a contribué à motiver sa démarche et remarque qu'à partir des années 1960, un nombre croissant de membres de familles pro-CHP deviennent policiers en réaction à ce qu'ils considèrent comme des 'méfaits', perpétrés par le gouvernement démocrate pendant la décennie précédente. De façon plus prosaïque, on peut considérer que les éléments ayant intégré la police sans passer d'examen d'entrée ont profité de soutiens leur assurant des passe-droits. C'est ce qu'indique en ces termes l'officier Nahit Dünder, dans sa thèse sur 'le recrutement des effectifs de police et la question de la formation' :

'Le recrutement s'est dégradé dans notre pays. En entrant dans l'organisation [i. e. La police], les éléments sont poussés vers une véritable politique partisane. De nos jours, le concours et l'examen de passage sont devenus des formalités. Les gens qui seront recrutés s'adressent à des organisations ou à des partis politiques qui leur donnent des documents qui certifient qu'ils ont passé l'examen et qu'ils ont 'réussi l'examen de fonctionnariat' (*memuriyet sınavın kazanmıştır*). [...] Les comités d'examen

---

<sup>8</sup> ' - Et vous, pour qui votiez vous ? Vous veniez d'une famille politisée ?

- En 1950 je vote CHP. Mon oncle est député CHP et mon grand frère était CHP, sénateur à Adana. Moi j'ai été membre du TİP.

- Et vous votiez pour qui ?

- Dans les années 70, pour Ecevit, à toutes les élections.' Entretien semi-directif réalisé avec Sıtkı Öner le 3 mai 2006 à Ankara.

servent généralement à autre chose que ce pour quoi ils ont été créés. Alors que ces comités devraient être composés de personnes spécialisées, on y observe des personnes nommées pour leurs vues politiques, qui recrutent selon leur convenance. La formation des comités d'examens ne devrait relever que des personnes compétentes de l'institution' (in Akbay 1980b: 10-21).

[9] Les partis politiques ayant accès aux postes gouvernementaux, et au premier rang desquels le MHP, mènent ainsi une véritable stratégie de nomination de leurs militants dans les institutions étatiques, et notamment dans la police. Les cas d'accès à la profession de policier sans validation de l'examen d'entrée restent cependant assez rares et d'autres techniques sont davantage utilisées. Le réquisitoire du procureur de l'Etat de siège lors du procès du MHP qui s'est déroulé en avril 1981 (*T.C. Ankara-Çankırı-Kastamonu İlleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Savcılığı* 1981), permet par exemple d'affirmer que le parti a réussi à faire nommer un nombre important de ses militants au sein des diverses institutions relevant de l'autorité du ministère de l'Intérieur, et notamment dans la police et ses écoles, en s'assurant qu'ils obtiennent la note nécessaire à l'examen d'entrée. Selon le réquisitoire, près d'un tiers des individus aidés par le MHP a réussi à intégrer la police. Ainsi, sur un total de 590 personnes 'présentées' par le parti entre le 4 avril 1980 et le 24 novembre 1980, 155 ont été nommés fonctionnaires de police avec l'accord du ministère de l'Intérieur. Nombreux sont ceux qui ont validé leur examen d'entrée alors qu'ils n'avaient pas obtenu la note requise<sup>9</sup>. Ces passe-droits, nous le verrons, contribuent à créer une concurrence de légitimité entre les normes prescrites par l'institution et les valeurs mobilisées par les forces politiques qui lui sont extérieures et qui l'investissent en y faisant nommer des militants<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> 'Malgré le fait qu'ils n'aient pas obtenu le minimum de 60 points requis pour intégrer l'organisation de la sécurité, Adnan Somuncuoğlu (52 points), Yıldırım Kav (53 points), İlhami Çullu (58 points), İsmail Kartal (54 points), qui ont passé les épreuves du 3 mai 1980, et Hasan Çelik (56 points), ayant passé les épreuves du 20 septembre 1980, ont pu intégrer la police.' (Réquisitoire du procureur militaire du commandement de l'état de siège des provinces d'Ankara – Çankırı – Kastamonu au procès du MHP et de ses institutions *ülkü* le 29 avril 1981, p. 130).

<sup>10</sup> Cet aspect clientélaire des nominations reste cependant ponctuel et ne permet pas à lui seul d'expliquer la politisation de la police pendant la seconde partie des années 1970. Il la précède et lui survivra dans des contextes où la normalisation policière est davantage réalisée.

### **Des formations de base sous-professionnalisantes**

[10] Le niveau relativement bas du capital culturel des aspirants policiers ne pose problème qu'au regard de la formation dispensée lors de l'entrée dans la police. Celle-ci se révèle inadaptée et insuffisante, les policiers entrant en fonctions sans avoir pu intégrer ni les savoir-faire requis, ni les 'savoir-être' prescrits par l'institution<sup>11</sup>.

[11] Il faut voir dans la formation que la police dispense à ses membres dans les centres de formation un facteur de sous-professionnalisation de l'appareil. Jusqu'en 1979, année pendant laquelle des programmes de construction d'écoles de police sont lancés, la police semble n'avoir porté qu'un faible intérêt à la formation de son personnel. La connaissance du métier se réalise alors sur le tas, via la lecture de manuels ou le mimétisme. Sıtkı Öner en témoigne : 'comme la plupart des fonctionnaires de police, on m'a fait commencer mon service sans avoir reçu de formation. J'essayais d'apprendre en prenant exemple sur le comportement de nos aînés et je me contentais de lire quelques livres sur la profession' (Öner 2003: 25). La façon dont Sıtkı Öner intègre l'institution nous permet alors d'affirmer qu'il existe des cas d'accès à la profession sans formation préalable dès 1964 (l'année d'entrée d'Öner dans la police). L'existence de cette pratique est reconnue par Hasan Fehmi Güneş, ministre de l'Intérieur du gouvernement CHP du 16 janvier au 5 octobre 1979, dans une tribune accordée à *Polis Magazin*. Il y note qu'entre 1966 et 1973, on a donné des uniformes et le droit de porter des armes à 14 000 personnes qui n'avaient pas la moindre formation, on leur a dit 'maintenant, tu es policier' et on les a envoyés au suicide' (Güneş 1980). La majorité des fonctionnaires de police reçoit néanmoins une formation d'une durée de deux à trois mois dans un centre prévu à cet effet. Mais elle ne satisfait ni les cadres de la police, ni les associations de policiers, qui feront de la question de la formation un moyen privilégié de mobilisation. Hayrı Kozakçioğlu, chef de la police d'Istanbul met en cause en janvier 1980 la durée de la formation dans les écoles de police :

---

<sup>11</sup> Par 'savoir être policier' on veut désigner l'ensemble des valeurs et pratiques visant à constituer un esprit de corps spécifique à l'institution. Il est censé être garanti par un système de règles et de principes moraux, et être encadré par des injonctions légales à la neutralité des pratiques (l'interdiction d'adhésion à un parti politique par exemple), ou au respect des règles, des ordres et des supérieurs hiérarchiques (procédures disciplinaires prévues par les articles 82, 83 et 84 de la loi 3201 sur l'Organisation de la sécurité – *Emniyet Teşkilatı Kanunu* – publiée au Journal Officiel du 12 juin 1937).

'Etre policier est un métier difficile. Le policier doit connaître le droit et le faire appliquer. Et il doit savoir se servir d'une arme. La formation de deux mois ne suffit pas pour cela. C'est pourquoi les policiers que nous recevons n'ont pas les savoir-faire nécessaires. Alors nous essayons de les leur apprendre pendant le service. Quand on a réussi à les former pour répondre à la situation à laquelle on doit faire face, ils sont mutés dans d'autres provinces, et il faut tout recommencer. Et cela, ce n'est pas la faute du personnel, mais du système.' (Akbay 1980a: 8-12).

[12] Un responsable de la formation à l'école de police de l'arrondissement d'Etiler, à Istanbul, ironise lors d'un entretien accordé à Ertuğrul Akbay sur la densité des programmes proposés dans son école :

'Une autre caractéristique de cette école, c'est qu'elle doit être l'école qui forme les policiers le plus rapidement au monde. Les étudiants sont diplômés de lycée ou de collège. La durée de la formation dispensée par ce type d'école est de 2 à 3 mois. Et dans ce laps de temps, les étudiants doivent apprendre autant de chose que s'ils étaient à l'université : le droit pénal et les procédures judiciaires, d'autres savoirs juridiques, la loi sur l'organisation de la sécurité et les compétences de la police, les lois qui concernent la police, les règles de discipline, les techniques spécifiques à la profession, la loi sur le trafic, le renseignement et les techniques de propagande, la loi sur les réunions et les manifestations, la loi n° 274 sur les syndicats, la loi n°275 sur les contrats de travail, les grèves et les *lock-out*, des données sur la santé, l'histoire de la révolution, l'éducation physique, le jujitsu, le karaté, le maniement des armes, etc.' (Akbay 1980a: 8-12).

[13] La formation de base ne permet pas aux policiers de respecter les attentes de l'institution à leur égard, ni de constituer un groupe aux pratiques unifiées. Contrairement à ce qu'a repéré Patrick Bruneteaux dans la formation des forces de maintien de l'ordre en France après la seconde guerre mondiale (Bruneteaux 1993: 427-450), la police turque échoue à proposer ce qu'il a identifié comme des rites négatifs ('visant à extraire du novice un certain nombre de propriétés civiles') et agrégatifs ('qui ont pour fonction de signifier l'appartenance de novices décivilisés') nécessaires à diffusion d'une 'façon d'être' policier partagée par l'ensemble des nouvelles recrues. L'entrée dans l'institution sans la moindre formation représenterait un cas typique de cette impossibilité de normalisation interne à l'institution.

[14] Au cours de la décennie 1970, cela posa un problème concret à l'institution quand il s'est agit de maintenir l'ordre dans un contexte de radicalisation des modes d'actions des groupes protestataires. Le commandant Bölügiray, qui l'évoque longuement (Bölügiray 1989: 70-71), ne peut que constater le manque de formation des policiers. Concerné au premier chef par les compétences de policiers dans le domaine du maniement des armes, et choqué par l'inexpérience des forces

policieres pour rétablir l'ordre dans l'une des régions les plus violentes du pays (composée des provinces d'Adana, de Gaziantep, d'Adiyaman et de Kahramanmaraş), il rapporte ainsi plusieurs conversations avec des gardiens de la paix :

- ' Combien de fois as-tu tiré avec l'arme que tu as dans les mains ?
- J'ai ouvert le feu une fois il y a cinq ans.
- Tu sais te servir de cette arme ?
- Non.
- Dans ce cas, pourquoi l'as-tu prise ?
- A l'intérieur il y avait une arme. Ils m'ont dit de la prendre pour mon service de garde. Alors je l'ai prise.
- Depuis quand es-tu policier ?
- Depuis six mois.
- Combien de temps a duré ta formation ?
- Trois mois. Combien de fois as-tu tiré ?
- Deux fois' (Bölügiray 1989: 48-49).

[15] Il se plaint également de la méconnaissance qu'ont les policiers de leurs attributions, et rapporte le fait que les policiers tirent sur les suspects sans prévenir – ce qui l'a obligé à publier une note de service dans laquelle il ordonne aux policiers de demander aux individus de coopérer avant de les prendre pour cible (Bölügiray 1989: 159). La situation s'inverse parfois, dans ce cas, le policier ne connaissant pas l'étendue de ses prérogatives, refuse de tirer sur un suspect en fuite de peur d'être placé en détention (Bölügiray 1989: 254). Pour ces policiers mal préparés à leur fonction, c'est l'improvisation qui guide parfois les pratiques professionnelles.

[16] Face à l'incompétence des policiers, le commandant Bölügiray met en place un programme de formation de la police (*Polis Eğitimi Programı*) dans les provinces dont il a la charge. A partir du 22 octobre 1979 (Bölügiray 1989: 172-178), des groupes de 50 à 100 policiers sont convoqués pour une formation d'une semaine pendant laquelle ils reçoivent des cours de tir, de relevé d'empreintes, une initiation aux techniques de commando des cours de 'morale' et un rappel de ce que doit être la discipline interne à l'institution. Ces périodes de formation donnent l'occasion aux responsables de la police locale et de l'armée de mieux connaître leurs effectifs. Bölügiray multiplie d'ailleurs les critiques à l'encontre de policiers en mauvaise condition physique, en mauvaise santé, trop âgés ou souffrant de surcharge pondérale qui se plaignent de la formation proposée. Le discours que Bölügiray a tenu pendant ces formations illustre le travail d'homogénéisation et de normalisation des effectifs qu'il a essayé de mener :

'Aujourd'hui vous êtes à nouveau en uniforme. De nouveau, vous portez ces uniformes, et c'est le cœur emplí du feu et de l'amour de la nation et du pays que vous allez protéger des ennemis intérieurs et faire respecter la souveraineté de la loi. [...] Les partis qui forment les gouvernements ne restent qu'un temps au pouvoir. L'Etat, la nation et les lois restent. Nous, policiers et militaires, nous resterons en tant que forces de protection de l'Etat, de la nation et des lois. Les forces de sécurité, la police et l'armée, doivent assurer leur service de façon continue et dans la neutralité et ce sans distinction de point de vue ou de préférences individuelles. La neutralité est la prise de position la plus haute'<sup>12</sup>.

[17] Quant aux cours de morale proposés aux policiers, tels que l'Ataturkisme et les principes d'Atatürk' (*Atatürkçülük ve Atatürk İlkeleri*), ou 'Comment doit être la police ?' (*Polis nasıl olmalıdır ?*), ils témoignent de la volonté des officiers de police et de l'armée de voir les policiers s'approprier une représentation de leur fonction en accord avec les exigences d'une organisation chargée de maintenir l'ordre et l'intégrité de l'Etat. Le commandant Bölügiray multiplie d'ailleurs les interventions auprès de la direction de la police provinciale, afin de réaffirmer les principes de l'institution, selon lui dévoyés par les pratiques des policiers. Lors de sa première réunion avec les responsables de la police, il leur tient un discours pour qu'ils témoignent davantage de respect à leur fonction : 'c'est avant tout à vous de témoigner du respect pour vos uniformes. [...] Particulièrement dans les commissariats, dans les lieux où vous êtes en service, ou quand une patrouille effectue des contrôles' (Bölügiray 1989 : 39). Un mois après sa prise de fonction, il s'adresse à un panel de policiers convoqués spécialement en déclarant : 'vous ne devez jamais quitter des yeux les principes de défense de l'autorité de l'Etat, de représentation de l'Etat, et de protection du peuple, on doit se comporter de la même façon avec tous les citoyens, de façon neutre et en restant dans la légalité' (Bölügiray 1989 : 60).

[18] Les filières d'accès à l'institution, ainsi que la formation qu'elle dispense, constituent donc des obstacles à l'intégration de normes spécifiques partagées. Mais les conditions de vie des policiers, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution, constituent également des entraves à la diffusion d'un habitus de groupe articulé aux normes prescrites par l'institution.

---

<sup>12</sup> Ce discours intervient fin 1979, on comprend que le commandant doit insister sur la neutralité attendue des forces de l'ordre, la police étant en proie à une polarisation interne entre syndicats de gauche et de droite donnant lieu à des violences et des pratiques 'déviantes' (Bölügiray 1989: 176).

## **II. Les conditions sociales de la subversion des normes institutionnelles**

[19] L'étude du quotidien des fonctionnaires de police donne à voir une institution proposant à ses membres des conditions de travail et de vie déplorables, et cela en raison d'un manque de moyens humains, techniques et organisationnels repérables à tous les niveaux de sa hiérarchie. Ces conditions de vie dans l'institution, ainsi que les rétributions matérielles et symboliques proposées par la profession, vont encourager une prise de distance au rôle de policier prescrit par l'institution. Nous allons montrer que ces divers dysfonctionnements empêchent l'apprentissage des 'règles de vie orientées vers l'acquisition de normes de rangement collectif' (Bruneteaux 1993: 434), et par voie de conséquence, la diffusion d'un habitus propre à l'institution<sup>13</sup>.

### **Les conditions de vie dans l'institution**

#### *Le manque d'effectifs*

[20] La police manque d'effectifs et demande à ses membres des efforts croissants à mesure que la situation sociale se détériore. En effet, les années passant, les organisations d'extrême gauche, ainsi que le MHP et ses organisations satellites radicalisent leurs modes d'actions. Le nombre de victimes causées par les affrontements entre ces deux mouvances ne cesse d'augmenter : il passe de 34 en 1975, à 90 en 1976, 295 en 1977, 1 095 en 1978, 1 368 en 1979 et 1 939 pour les neuf premiers mois de 1980 précédant le coup d'Etat du 12 septembre (Bozarslan 1999). Les arènes de mobilisation et de confrontation se diversifient, et c'est au sein des universités, des lycées, des usines, et des institutions d'Etat que la police doit pouvoir assurer la sécurité des biens et des personnes face aux altercations de plus en plus nombreuses entre les deux mouvances. Dans l'impossibilité de pouvoir réaliser leur mission dans des conditions décentes, les policiers vont être amenés à dévaloriser les rétributions symboliques que leur fonction leur confère. Outre les conditions de travail difficilement supportables par les fonctionnaires de police, il faut noter le

---

<sup>13</sup> Sur l'orchestration des habitus dans les institutions, et notamment les institutions d'Etat, Pierre Bourdieu note qu'"à travers l'encadrement qu'il impose aux pratiques, l'Etat instaure et inculque des formes et des catégories de perception et de pensée communes, des cadres sociaux de la perception, de l'entendement ou de la mémoire, des structures mentales, des formes étatiques de classification. Par là, il crée les conditions d'une sorte d'orchestration immédiate des habitus qui est elle-même le fondement d'une sorte de consensus sur cet ensemble d'évidences partagées qui sont constitutives du sens commun' (Bourdieu 1993: 59).

manque global de ressources, et notamment d'effectifs de l'institution. Au plus fort de la crise, la relative faiblesse des effectifs de la police peut s'expliquer par l'augmentation des actes de violence et des actions protestataires, mais plusieurs indices montrent que cet état de fait est antérieur à la dégradation du climat social. En 1970, la police compte 21 478 fonctionnaires, alors que la population urbaine, dont elle a la charge, s'élève à 13 066 631 habitants, soit 1 policier pour 608 habitants (*Polis* 1970: 2). A la fin de la décennie, la situation semble s'être détériorée. Ainsi, en 1979, on compte 850 policiers pour la ville d'Adana<sup>14</sup> dont la population s'élève à 700 000 habitants (soit un fonctionnaire de police pour 823,5 habitants). Mais les effectifs de police sont répartis en part égale le jour et la nuit, ce qui diminue le nombre d'agents de police disponibles à tout moment à 425 (soit un gardien de la paix pour 1 647 habitants). Ce nombre semble lui aussi être surestimé, puisque – selon une réflexion du commandant Bölügiray – certains sont malades, suspendus, affectés au renseignement ou en formation. Le nombre de policiers mobilisables à tout moment baisse alors à 300 (Bölügiray 1989 : 254) dont plus d'une centaine (mais ce nombre est logiquement plus élevé en 1979 ou en 1980 qu'en situation routinière) est affectée à la protection des préfets de province (*vali*), des procureurs, du personnel de justice, des résidents étrangers et des bâtiments officiels susceptibles de devenir la cible d'attentats. L'insuffisance des effectifs est telle qu'à la veille du coup d'Etat du 12 septembre 1980, la Direction générale de la sécurité pense recourir à des policiers retraités pour grossir les rangs de ses fonctionnaires mobilisables. Dans la province d'Adana, la situation semble effectivement préoccupante, puisque, par exemple, dans un arrondissement de la ville comptant 50 000 habitants, seuls 30 policiers sont en fonction (répartis en deux groupes de 15) et certains sont affectés à des tâches administratives ou à la protection de personnes, ce qui abaisse à 7 le nombre de policiers affectés au maintien de l'ordre (Bölügiray 1989: 272). Le commandant évoque à ce sujet une conversation tenue avec un fonctionnaire de police, lors d'une patrouille dans les commissariats de la ville :

- '- Combien de policiers compte votre commissariat ?
- Un officier, trois policiers, et un gardien.
- Le secteur sous la responsabilité de ce commissariat compte combien de quartiers ?
- 15 quartiers.
- La population ?
- Presque 10 000 habitants (selon l'emplacement du commissariat, on comptait entre 15 000 et 100 000 habitants).

---

<sup>14</sup> Dans la province voisine du Hatay, on compte 500 fonctionnaires de police pour 500 000 habitants.

- Si on ne compte pas le gardien, comment pouvez-vous gérer un si grand secteur à quatre policiers ?
- On essaie de le gérer monsieur' (Bölügiray 1989: 46).

[21] Ce manque d'effectif pose problème dans la réalisation des tâches les plus banales comme pour celle des plus techniques. Il est par exemple impossible d'effacer les slogans et autres sigles, dessins et insultes peints sur les murs des villes et villages par les groupes protestataires et les organisations proches du MHP dans leur stratégie de marquage territorial. Pour pallier l'insuffisance d'effectifs, des commissariats mobiles sont créés, sortes de caravanes placées dans des quartiers réputés sensibles, afin d'assurer un semblant d'ordre. Souvent, les deux policiers en charge d'un commissariat mobile ne peuvent pas se rendre sur les lieux d'une plainte, sous peine de laisser le commissariat sans protection et risquer une attaque de groupes mobilisés.

#### *Le manque de moyens financiers de l'institution*

[22] L'insuffisance de moyens de l'appareil policier est également matérielle, avec des carences en termes d'infrastructures, de matériel de maintien de l'ordre (menottes, masques à gaz, armes, matériel de surveillance, etc.) et de ressources financières. Le tableau que dresse Bölügiray des commissariats et de leur implantation territoriale permet de se représenter l'incohérence qui présidait à leur gestion ainsi que les conditions de travail des agents de police :

'La structure des commissariats des provinces et des arrondissements que je devais contrôler n'était pas unifiée, certains étaient installés dans des maisons, d'autres au sous-sol d'immeubles, souvent dans un tel état de saleté... Des murs sales, des chaises et des tables sales, avec des journaux ou des morceaux de carton pour boucher les trous des fenêtres cassées. Et les toilettes... C'était incompréhensible ! [...] C'est-à-dire que les policiers qui travaillaient dans de tels lieux étaient logés comme pouvaient l'être des condamnés' (Bölügiray 1989: 46).

[23] Le journaliste Ertuğrul Akbay décrit, dans son dossier sur la police turque, la situation au commissariat d'Eyüp à Istanbul, qui semble proche de ce que constate Bölügiray dans le sud-est de la Turquie :

'Tous les commissariats de police de Turquie sont dans un même état de désolation. Selon un rapport de la Direction du développement, 'le commissariat d'Eyüp peut s'effondrer à tout moment' [...]. Mais le délabrement du commissariat d'Eyüp, tout comme celui d'autres commissariats, ne s'arrête pas là. S'il pleut, l'eau coule dans le commissariat. Il y a un risque permanent d'incendie par l'embranchement des circuits électriques. D'ailleurs, il n'y a pas l'électricité dans toutes les pièces du commissariat...

Le besoin de lumière est souvent satisfait avec des bougies dans le commissariat d'Eyüp. [...] Et comment se chauffent les policiers en service dans les commissariats ? Dans beaucoup de commissariats, si les voisins aident, on peut se chauffer. Le commissariat d'Eyüp a de la chance. Il y a beaucoup de musulmans charitables dans les environs de Eyüp Sultan. Le quartier fournit une brassée de bois, un seau de charbon pendant les jours d'hiver. [...] Les policiers d'Eyüp, comme cela se fait dans beaucoup d'autres commissariats, vont arrêter les suspects à pied. Il y a des moyens de transport, mais la plupart de temps, ils n'avancent qu'en étant poussés. Il n'y a pas de salle de garde à vue prévue pour y placer les suspects, et on n'y trouve pas de salle d'attente' (Akbay 1980b: 10-21).

[24] L'environnement physique des policiers pose également problème. Les commissariats déménagent régulièrement (faute de ressources pour payer les loyers), dans des endroits qualifiés d'insalubres par Bölügiray (Bölügiray 1989: 255). Les agents de police craignent alors pour leur propre sécurité, pendant l'exercice de leurs fonctions comme dans leur vie privée, leurs salaires les obligeant à habiter dans des quartiers 'sensibles'<sup>15</sup>.

[25] Ces insuffisances infrastructurelles se doublent de carences dans l'équipement des policiers. A titre d'exemple, quand on fournissait une arme à un gardien de la paix, on ne lui fournissait pas l'étui pour la ranger (ils devaient l'acheter ou s'en procurer un<sup>16</sup>), par ailleurs, le nombre de mégaphones, de haut-parleur et de sirènes était très réduit (Bölügiray 1989: 221). Lorsque des grèves ou des manifestations sont organisées, la police dispose d'appareils photographiques pour fichier les participants, mais pas de téléobjectifs, ce qui rend l'opération inutile puisque les policiers préfèrent ne pas s'approcher des manifestants<sup>17</sup>, et on se rend compte que les communications de la police *via* la radio interne sont entendues par les habitants sur leur poste

---

<sup>15</sup> La direction de la police pense rassembler les policiers dans des logements consacrés, à l'image de ce qui se fait pour les militaires, mais faute de moyens, elle renonce à l'idée (Bölügiray 1989: 255).

<sup>16</sup> Bölügiray demande à un policier qui avait attiré son attention :

'- Qu'est-ce que c'est que ça ? Pourquoi n'as-tu pas d'étui pour ton arme ?

- Il n'y a pas d'étui monsieur.

- Je ne comprends pas. Et pourquoi ?

- Ils ne nous donnent que les armes. Pas les étuis. Nous l'achetons nous même. Je suis nouveau ici, et là où j'étais avant, à Kırıkkale, j'avais un étui. Mais, là bas, ils nous donnaient des Browning, donc l'étui ne convient pas' (Bölügiray 1989: 49).

<sup>17</sup> Bölügiray rapporte la plainte d'un policier en stage de formation : 'A cause de problèmes financiers, nous craignons pour nos vies quand nous nous rendons sur les lieux où l'anarchie est très forte. C'est pourquoi nous hésitons à nous rendre sur les lieux d'événements. Comme la plupart de nos armes sont détériorées, on hésite à participer aux combats' (Bölügiray 1989: 178).

radiophonique – ce qui nuit aux opérations engagées, car la police n'utilise pas de langage codé (Bölügiray 1989: 357). Le faible nombre de menottes pour appréhender les suspects pose également problème. Il apparaît que la police d'Adana ne disposait que de quelques paires de menottes jusqu'au début de l'année 1980<sup>18</sup> (300 paires de menottes arrivent après une demande expresse au ministère de l'Intérieur), de quelques pistolets à gaz mais pas de masque à gaz, sinon d'obsolètes (les masques en état de fonctionnement n'ayant jamais été récupéré après avoir été envoyés à Ankara pour contrôle). Dans l'impossibilité d'acheter du carburant, les véhicules restent parfois immobilisés et les commissariats doivent négocier des crédits auprès des stations services de leur quartier. Quand les moyens existent, la sous-professionnalisation des agents les empêche de s'en servir<sup>19</sup>, ainsi en est-il des lances à eau (Adana dispose de deux véhicules dotés de lance à eau, dont un qui fonctionne). Cette situation concerne également les équipements les plus quotidiens des policiers. La direction de la Sécurité (Emniyet Müdürlüğü) ne leur fournit pas toujours les uniformes et quand ils en reçoivent un, il n'est pas à leur taille et doivent le faire repriser à leurs frais. Ils portent donc des tenues dépareillées et s'habillent comme ils le peuvent. La revue *Polis Magazin* relate la façon dont le ministre de l'Intérieur Hasan Fehmi Güneş a été interpellé par un policier, lors d'une visite de commissariat, sur la question des équipements mis à disposition des forces de l'ordre :

'Monsieur le Ministre, comme vous le savez, nos amis participent à diverses opérations. Ils se roulent par terre, ils entrent par les fenêtres, ils rampent sur le sol, leurs vêtements s'arrachent, se déchirent, se salissent, et parfois, quand ils se blessent, leur sang coule sur leurs tenues. Mais on ne peut rien faire pour nos tenues cette année. Selon notre direction, on ne donne pas plus d'un uniforme par an'. (*Polis Magazin* 1979: 1).

[26] Le commandant Bölügiray rapporte à ce sujet qu'un jour d'hiver 1979 où il se déplace dans les rues d'Adana, il s'aperçoit que deux policiers en charge d'un 'commissariat mobile' (*mobil karakol*) ne patrouillent pas à l'extérieur (Bölügiray 1989: 150). Ils lui expliquent alors que le mauvais temps les en empêche à cause de leur tenue (ils portaient des chaussures blanches en toile qu'ils s'étaient payés seuls, des chemises à manches courtes, sans pardessus ni bottes en caoutchouc).

---

<sup>18</sup> Bölügiray rapporte l'évasion d'un commissariat de police de Tarsus d'un suspect non menotté, qui vole l'arme de service d'un policier, tue deux sous-officiers et blesse des gardiens de la paix avant de s'enfuir (Bölügiray 1989: 151).

<sup>19</sup> En novembre 1979, Bölügiray met en place un système de formation d'équipes spéciales (Özel Timler) : équipe d'intervention, équipe de photographie, équipe de désamorçage des bombes, équipe spécialisée dans le gaz, équipe d'artillerie lourde, etc. L'efficacité relative de ces équipes est à mettre en relation avec l'insuffisance des effectifs de police dans la province.

Après s'être renseigné auprès des responsables de la police locale, il apprend que les équipements arrivent généralement avec une, voire deux saisons de retard. Les policiers turcs connaissent donc des conditions de travail objectivement difficiles dans les années 1970, par le nombre d'heures de service qu'ils doivent réaliser et les moyens mis à leur disposition pour leur confort (tenue, salaires, assurances sociales, etc.). S'ils doivent effectuer un service quotidien de douze heures, il arrive souvent qu'ils ne soient relevés qu'après vingt-quatre heures de service, les heures de travail supplémentaires n'étant que très rarement payées. S'ils tombent malades, ils sont dans l'impossibilité de prendre un congé (Öner 2003: 39).

[27] Une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur, publiée dans la revue *Pol-Der* (de l'association éponyme), le 19 octobre 1976, tend à montrer que ces problèmes concernent l'ensemble du pays et témoigne de la façon dont les associations reprennent à leur compte les griefs des policiers :

- Est-ce que les problèmes de formation qui existent depuis plusieurs années ont été résolus ?
- Avez-vous vu les endroits où habitent les agents de la police de la société (*Toplum polisi*) ? Vous êtes-vous renseigné sur leurs conditions sociales d'existence ?
- Les indemnités pour les familles des policiers morts pendant le service existent-elles ? Où sont les discours pour les policiers morts en martyrs ? Pourquoi n'existe-t-il pas de loi concernant ces sujets ?
- Pourquoi les horaires demandés aux policiers qui passent leurs journées à régler le trafic, à attendre postés à un endroit ou à courir les rues sont-ils inhumains ?
- Quelles solutions avez-vous trouvées pour régler nos problèmes de santé ?' (in Öner 2003: 60).

[28] Ces 'disfonctionnements' encouragent les policiers et leurs représentants à revendiquer des améliorations de la qualité de vie sur leur lieu de travail, mais c'est aussi la faible valorisation de l'activité professionnelle à l'extérieur du cadre institutionnel qui encourage la distanciation au rôle prescrit par l'institution.

#### **Les rétributions du métier : les conditions de vie des policiers à l'extérieur de l'institution**

[29] A l'extérieur de l'institution, les policiers connaissent également des conditions de vie difficiles. Beaucoup vivent dans des *gecekondu*<sup>20</sup>, sont endettés et subviennent difficilement aux

---

<sup>20</sup> Le terme 'gecekondu' désigne en turc une habitation construite à la hâte sans permis de construire ou, par extension, un quartier entier composé de ce type d'habitation. Hayrı Kozakçioğlu, le chef de

besoins de leur famille (*Polis Magazin* 1977: 13). Le portrait dressé par Ertuğrul Akbay dans son dossier sur 'la face cachée de la police', aide à se rendre compte de la médiocrité des conditions de vie des policiers stambouliotes. Pour la réalisation de son enquête, le journaliste suit un fonctionnaire de police en poste au commissariat de Gayrettepe à Istanbul. Il s'agit de Habil Aydın, 30 ans et originaire de la ville de Giresun. Il est alors policier depuis 4 ans, marié et père d'un enfant. Son salaire s'élève à 9 000 livres par mois, soit 100 dollars de l'époque. Comme la majorité des migrants de cette période, il s'est installé dans un quartier de *gecekondu* lors de son arrivée à Istanbul, et occupe un logement qu'il loue 1 500 livres (soit un peu plus de 16 dollars) à un autre habitant du quartier, situé près de la mer Noire. Selon le journaliste, Aydın travaille 72 heures par semaines, ce qui l'oblige à quitter la maison 'lors de la prière du lever (*sabah namazi*)' pour rentrer 'le soir, s'il a de la chance, [...] deux heures après le coucher du soleil (pour le *yatsı namazi*, prière du coucher)'. Le quartier est insalubre et le policier s'est débrouillé pour obtenir l'eau courante et l'électricité en raccordant son logement aux réseaux existants. Le journaliste décrit le 'baraquement' dans lequel vit Habil Aydın de ces termes :

'C'était un *gecekondu* minuscule. [...] Il venait de refaire les peintures, dans un coin de la pièce, un foyer chauffait, et sur ce foyer, il y avait une casserole en aluminium dans laquelle, je l'apprends plus tard, une soupe de poulet qui constituait le repas du soir chauffait. Face à la porte [...] il y avait un *sedir* (divan posé à même le sol). Selon Habil, le *sedir* était l'endroit où on s'asseyait la journée, et la nuit, on s'en servait comme lit. Sur une petite table était posée une radio qui donnait l'heure. C'étaient les seuls meubles de la maison. De l'autre côté, il y avait un coin vide, dont se servait la famille de Habil pour faire la cuisine. Un lavabo était accroché au mur sur ce coin de la pièce. [...] Nous sommes retournés à la voiture de Habil, mais comme il avait commencé à neiger, mes chaussures restaient enfoncées dans la boue, et il a fallu les nettoyer grossièrement avec un morceau de bois' (Akbay 1980a: 8-12).

[30] Les rétributions du métier, mais aussi la sous-professionnalisation des agents, l'insalubrité qui caractérise de nombreux commissariats de police, ainsi que les tactiques locales de recours à la générosité de la population peuvent être considérées comme des entraves à l'affirmation d'un ordre interne à l'institution, valorisable, unifié, et séparé des contingences extérieures à la fonction du maintien de l'ordre. En effet, les accords passés entre les policiers et les populations locales tendent à infirmer l'existence d'une indépendance que l'institution essaie de tenir vis-à-vis

des intérêts de tel ou tel groupe, de tel ou tel individu. De la même façon, si l'uniforme peut être considéré comme un dispositif de mise en ordre interne à l'institution (en ce qu'il affirme l'existence d'un groupe autour d'un symbole d'unification), la façon dont la police contraint ses membres à 'rapiécer' leur uniforme où à le composer avec 'les moyens du bord' semble empêcher l'identification au groupe, dévalorisé par l'image que renvoie ses conditions d'existence au public qu'il est censé contrôler. Cette situation rend impossible la constitution d'un 'moi commun, [d'un] même dissocié en une infinité d'autres petits mêmes' (Bruneteaux 1993: 435). Et ce désordre interne encourage la mise en place de stratégies individuelles et collectives de maintien de soi autour de valeurs concurrentes qu'instrumentaliseront les associations de policiers pendant la seconde moitié de la décennie 1970. Les forces politiques externes à l'institution (et tout particulièrement le MHP) et les associations qui se formeront en son sein (Pol-Der et Pol-Bir) utiliseront cet état de fait pour constituer des clivages internes autour de leur propre définition, politiquement située, de 'ce que doit être' le rôle de policier. Une concurrence apparaît alors, dans la seconde moitié des années 1970, pour la légitimation de la définition de ce qu'est le 'bon policier'. Ce sont les agents, regroupés autour d'intérêts divers, qui vont proposer de définir le rôle de la police et proposer les valeurs génératrices des pratiques des policiers. L'institution, dont la hiérarchie ne parvient pas à produire de normes partagées par l'ensemble des agents, est hors-jeu. Elle perd son autonomie et devient perméable aux intérêts extérieurs qui définissent les règles de conduite – alors nécessairement différenciées – de ses membres, leurs croyances et leurs représentations (Lagroye 2002: 151).

[31] La police turque, chargée d'assurer le monopole de la contrainte physique légitime de l'Etat dans les zones urbaines, fait subir à ses membres des conditions de vie et de travail que ceux-ci jugent dévalorisantes. Par là même, elle semble interdire la mise en pratique de principes relevant d'une institution soustraite aux 'clivages' de la société. Elle ne peut pas devenir un espace autonome, garant de la réalisation de l'intégrité de l'Etat. Ces clivages, nous le verrons, se matérialiseront dans les différentes façons d'être policier, les principes générateurs des pratiques individuelles dépendant des intérêts et des positions des agents et des groupes, mobilisés dans le champ politique.

### III. L'institution comme espace de normalisations concurrentes

[32] Au fil des années 1970, la police turque est victime, en interne, d'une désobjectivation provoquée par la distanciation progressive des acteurs au rôle institutionnel qui leur est assigné et par l'importation, par certains, de lignes de divisions propres au champ politique (il s'agit du clivage 'classique' gauche / droite traduit, pendant la seconde moitié des années 1970, en clivage 'gauchistes' / 'fascistes'). Comme nous l'avons rapidement abordé précédemment, ce sont les préférences politiques des policiers et leur appartenance à un parti ou une association qui allaient orienter leurs pratiques dans l'institution.

[33] Les associations de police, Pol-Der et Pol-Bir, ainsi que les efforts de noyautage de la Direction de la sécurité par le MHP participèrent à la diffusion d'opérateurs d'identification (*faiist* [fasciste], *halkın polisi* [police du peuple]) qui avaient cours jusqu'alors dans les espaces syndicaux, universitaires et plus généralement protestataires. L'adhésion à l'une ou l'autre de ces associations, ou la simple expression de préférences politiques eurent des conséquences sur les carrières sociales des policiers dans l'institution. Ils subirent les effets des labellisations que les associations y avaient investis, ce qui eut des répercussions sur les sociabilités internes, sur les façons de 'faire son travail' et de tenir son rôle de policier.

#### La construction d'un espace de concurrence syndical interne à l'institution

[34] L'association *Pol-Der* est fondée le 17 mai 1975. Elle est issue du renouvellement de la direction de l'Orta(k) Derneği (du nom du cours spécifique, 'Orta(k)', réservé à la formation des officiers de police), une association réservée aux cadres de la police dont le président général, le commissaire Kemal Bilgen, abandonne ses fonctions lors du congrès général de l'association en mai 1975. Des élections sont organisées afin de renouveler l'équipe dirigeante, qui voient s'opposer un groupe de policiers proches du CHP (dont Kasim Ulusoy, İsmet Hoşça et Sıtkı Öner) à un autre, proche du MHP. La liste Ulusoy l'emporte et la nouvelle équipe change les statuts de l'association afin de permettre à tous les policiers qui le souhaitent de devenir membre. L'association prend alors le nom de Pol-Der (Polis Derneği, Association de la police). La nouvelle équipe désire faire de l'association le modèle d'une 'police du peuple' (*halkın polisi*), proche des citoyens turcs, dénonçant les exactions des 'fascistes', les abus du pouvoir, et la torture utilisée par la police. Elle milite pour un meilleur traitement des policiers par le ministère en demandant l'augmentation des salaires des

gardiens de la paix, le rétablissement d'une formation efficace et l'amélioration des conditions de travail. En 1975, l'association se revendique apolitique. Nurhan Varli l'explique en ces termes dans ses mémoires :

'Nous avons été les premiers à devenir membres de Pol-Der. Comme Pol-Der avait été fondé pour protéger les droits sociaux des policiers, il n'y avait pas de revendications ou de pensées politiques dans notre militantisme. Nous sommes devenus membres de Pol-Der avec la conviction que nos droits pouvaient être défendus' (Yiğenoğlu 1995: 41).

[35] D'autres indices indiquent que l'association désire, à cette époque, cantonner ses activités à l'amélioration des conditions de travail des policiers (Biol 1975). Mais son discours va se politiser quand, dans l'impossibilité d'en prendre le contrôle lors du renouvellement de l'équipe dirigeante, le groupe de policiers proches du MHP va fonder Pol-Bir. La création de cette association correspond à une stratégie globale d'investissement des institutions d'Etat par le MHP dans les années 1970, passant notamment par la constitution systématique de syndicats ou d'associations là où des groupes de gauche existent.

[36] Les deux associations vont ainsi importer dans l'institution des opérateurs d'identification (le révolutionnaire, le gauchiste, le fasciste, le réactionnaire) qui ont cours dans d'autres secteurs de la société (l'université, l'usine, etc.), en qualifiant de 'gauchiste' l'équipe dirigeante de Pol-Der (alors politiquement proche du CHP, parti de centre gauche). Ces typifications proposées par les associations amènent les policiers à se positionner 'contre les fascistes' ou en 'ennemi des communistes', avant même de se considérer comme membre des forces de l'ordre. Très rapidement, Pol-Der fait évoluer son discours, et dès décembre 1975, son président évoque le droit de ne pas obéir aux ordres :

'Lors d'incidents individuels ou sociaux, ou dans des incidents de nature politique, la police doit strictement respecter les mesures prévues par les lois et agir en conséquence. La police est donc obligée de respecter les ordres considérés comme nécessaires par le gouvernement. Cela ne signifie pas nécessairement obéir à tous les ordres et souscrire à tous les comportements du pouvoir politique. Selon notre constitution, les ordres du pouvoir politique peuvent ne pas être respectés dans certains cas' (Ulusoy 1975, Gürel 2004b: 7).

[37] La stratégie est payante pour Pol-Der puisque, selon Sitki Öner, elle compte 17 000 membres lors de son congrès de 1977. Le nombre d'adhérents à Pol-Bir restera bien moins important, mais l'association profite de soutiens à la Direction de la sécurité, consécutifs aux efforts

du MHP pour y faire nommer ses membres. Il semble alors évident que la stratégie de création de fronts menée par le MHP semble avoir encouragé Pol-Der à mettre l'accent davantage sur la lutte contre le 'fascisme' que sur la défense des droits des policiers (Gürel 2004b: 12).

#### **Des pratiques policières articulées aux lignes de division internes à l'institution**

[38] La police devient un espace de concurrence entre associations. En politisant leurs discours, elles proposent des modèles antagonistes de rôles policiers, articulés à la vision du monde qu'elles promeuvent. Le rôle prescrit par l'institution va tendre à s'effacer derrière les typifications importées par ces associations, qui généreront des pratiques policières différenciées.

[39] Les sociabilités internes se dégradent. Nurhan Varlı en témoigne dans ses mémoires. Au commissariat d'Hacettepe à Ankara, 'les divergences gauche/droite étaient arrivées à un tel point qu'il était impossible de faire confiance à qui que ce soit' (Yiğenoğlu 1995: 41). Un matin, elle est surprise par son commissaire en train de lire *Cumhuriyet*, principal quotidien de centre gauche de l'époque, et véritable marqueur politique. Le fait qu'un policier ait ce type de lecture énerve passablement son supérieur, proche du MHP. Il ouvre alors une procédure disciplinaire à l'encontre de la fonctionnaire, visant à l'exclure de la police, en l'accusant de travailler uniquement quand cela lui convient et de laisser en liberté certains coupables de gauche amenés au commissariat (Yiğenoğlu 1995: 44). Après divers recours, elle obtient gain de cause et demande sa mutation dans la ville de Artvin (située au nord est de l'Anatolie). Mais la situation y est comparable à celle qui a cours à Ankara, avec, selon Nurhan Varlı, un contexte de division des commissariats en deux 'camps' opposés. Les officiers de police y étant acquis à la cause du MHP, le fait d'être politiquement 'compatible' avec la hiérarchie semble avoir été la condition de l'obtention d'un poste dans une section prestigieuse (telle la section politique). Toujours selon Nurhan Varlı, les policiers de gauche, frappés d'ostracisme, étaient ignorés et placés dans des sections de second rang, au maintien de l'ordre (Asayış Şubesi) par exemple (Yiğenoğlu 1995: 60).

[40] Les stratégies de soutien de certains policiers aux groupes d'extrême gauche ou d'extrême droite, ainsi que la façon dont ces collusions sont mises en pratique par les acteurs tend à montrer l'apparition de pratiques différenciées dans l'institution. Ainsi, des témoins affirment que les équipes de police appelées sur les lieux d'une plainte se retournent contre les plaignants ou laissent

s'échapper les coupables<sup>21</sup>. Un sous-lieutenant de la gendarmerie d'Adana affirme avoir vu des policiers prendre les armes de militants d'un groupe d'extrême gauche, afin de leur éviter un séjour en garde à vue (Bölügiray 1989: 33). Le commandant Bölügiray note à ce sujet que les agents de police d'Adana traitent différemment les individus selon leurs façons de s'habiller, de porter la moustache, ou selon les journaux qu'ils lisent<sup>22</sup>. Il va d'ailleurs donner des ordres, en vain, pour que cette situation cesse ('Aucune mesure ne doit être prise en fonction du lieu de résidence, du lieu d'études, de l'usine, de la façon de porter la moustache, du journal lu, etc.' [Bölügiray 1989: 226]). Fin 1979, Bölügiray doit mettre à pied six policiers (Bölügiray 1989: 133) qui assistent aux séminaires organisés par Dev-Yol (le plus important groupe d'extrême gauche du pays en nombre de militants), soutiennent financièrement l'organisation et informent ses membres des opérations de polices prévues.

[41] Le 'massacre' de Kahramanmaraş donne un bon exemple de pratiques policières et de rapports différenciés au rôle de policier. Lors des incidents qui se déroulèrent dans cette ville<sup>23</sup> entre le 19 et le 25 décembre 1978, et qui ont vu la population alévie devenir la cible d'attaques d'une partie de la population sunnite de la ville, menée par des organisations proches du MHP, les policiers deviennent partie prenante du massacre en fermant les yeux ou en encourageant les actes de revanche. Les policiers proches du MHP laissent faire tandis que les policiers proches de *Pol-Der* laissent se perpétrer des actes de revanche (Gürel 2004a ; Gürel 2004b).

[42] Nous l'avons déjà évoqué, dans l'exercice de leurs fonctions, les policiers s'insultent, se battent et abandonnent toute neutralité lorsqu'il s'agit de rétablir l'ordre. Il arrive ainsi que les policiers envoyés sur les lieux d'affrontements entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite en viennent à prendre part aux altercations, chacun d'eux se rangeant d'un côté ou de l'autre des

---

<sup>21</sup> 'Je faisais ma ronde de nuit, quand tout à coup j'ai entendu des bruits d'arme à feu dans une rue où habitent des personnes de droite. En arrivant, j'ai vu deux jeunes s'enfuir. Sur les lieux, une équipe de police était arrivée avant moi, je ne me suis donc pas mêlé de l'affaire. Mais les policiers ont fait sortir les habitants qui avaient demandé de l'aide, et on commencé à les frapper. Certains d'entre eux ont été mis en garde à vue.' Témoignage recueilli par Bölügiray (Bölügiray 1989: 33).

<sup>22</sup> Il condamne le fait que la police et l'armée traitent les sociaux-démocrates de 'sale gauchiste' et de 'communiste', et les personnes de droite de 'sale droitiste', 'fasciste', 'réactionnaire' (Bölügiray 1989: 226).

<sup>23</sup> Le bilan humain de ces événements est de 111 morts et de plus de 1 000 blessés. Par ailleurs 552 commerces, 289 maisons et 8 véhicules ont été incendiés (Gürel 2004a: 124).

deux camps en présence (Bölügiray 1989: 51). Des extraits de conversation entre policiers confirment cette polarisation :

- 'Ici central, une fusillade a éclaté dans la rue (...), équipes 315 et 320, allez y sur le champ.

- Chien de fasciste ! Tu es devenu un homme, et maintenant tu donnes des ordres ?

- Bâtard de communiste ! Vendu ! Fils de ...' (Bölügiray 1989: 87),  
tout comme le départ précipité du nouveau directeur de la sécurité<sup>24</sup> en septembre 1979 après avoir reçu des menaces de mort :

- 'Chien de fasciste, qu'est-ce que tu viens faire ici ? Dégage, ou nous sommes bien décidés à t'éliminer' (Bölügiray 1989: 123).

[43] Les membres des associations sont les premières 'victimes' de ce clivage interne. Sitki Öner évoque le cas de Hüseyin Saran, membre de *Pol-Der*, qui se fait contrôler alors qu'il assistait à un festival organisé en hommage à Yunus Emre<sup>25</sup> à Eskişehir en juin 1978. Il fait savoir qu'il est policier, mais ses collègues s'étonnent qu'un policier assiste à une manifestation regroupant des 'gauchistes', il se fait matraquer puis torturer au commissariat local (Öner 2003: 86).

[44] A la fin des années 1970, la police turque se présente alors comme une institution ne parvenant plus à proposer à ses membres un ensemble unifié et cohérent de normes. Elle devient le cadre d'une cohabitation tumultueuse de pratiques et de représentations différenciées et irréconciliables.

## Conclusion

[45] Le rapport de l'individu à l'institution, et les conditions de fonctionnement de celle-ci constituent un contexte favorable à la désobjectivation de l'appareil aux yeux des acteurs. Tout se passe comme si les modalités concrètes de fonctionnement de la police turque encourageaient une distanciation au rôle prescrit par l'institution et ouvraient la voie à la subversion. S'il ne s'agit pas d'affirmer que tous les fonctionnaires de police adoptent des pratiques étrangères à celles voulues

---

<sup>24</sup> Il est nommé après l'assassinat de Cevat Yurdakul, directeur de la sécurité d'Adana et membre de *Pol-Der*.

<sup>25</sup> Yunus Emre est un poète turc du XIII<sup>e</sup> siècle.

par l'institution et encouragées lors des courtes périodes de formation. Les différentes sources utilisées dans notre étude tendent à montrer les limites de la normalisation policière<sup>26</sup>.

[46] Le travail de mobilisation des associations, qui importent des catégories et des idées disponibles à l'extérieur, va amener une partie des policiers à redéfinir leur rôle en fonction d'opérateurs d'identification extérieurs à l'institution. Celle-ci subit alors une perte d'autonomie (accompagnée d'une autonomisation de sous-unités qui la composent), provoquée par l'importation de mobilisations qui vont lui imposer leurs logiques (temporalités, répertoires d'actions, biens symboliques convoqués, etc.).

[47] Au-delà du cadre de la police, ces résultats encouragent alors à prendre en compte les relations qu'entretiennent les fonctionnaires aux normes et aux rôles prescrits par les institutions d'Etat turques, dans l'étude de la diffusion des mobilisations et de la faillite consécutive de l'Etat en Turquie pendant la seconde moitié des années 1970.

---

<sup>26</sup> Les militaires semblent en avoir pris conscience, puisqu'ils publient le jour même de leur prise de pouvoir, le 12 septembre 1980, une directive visant à homogénéiser la façon de porter l'uniforme dans la police : 'Les policiers doivent porter leurs uniformes de façon appropriée, les chemises et les vêtements doivent être propres, repassés, les chaussures cirées, seules des chaussures noires seront portées. Les vestes et parka seront toujours boutonnées. A l'extérieur des bâtiments, il est obligatoire de porter son couvre-chef, il est interdit de le porter à la main. Il ne sera pas permis de porter des cheveux longs, une moustache, des favoris' (*Polis Dergisi* 1980: 23).

---

Gourisse, Benjamin (2008) 'Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8 , No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2273.html>  
To quote a passage, use paragraph (§).

---

## References

Akbay, Ertuğrul (1980a) 'Türk polisin iç yüzü' (La face cachée de la police), *Polis Magazin*, 15 (1), pp. 8-12.

Akbay, Ertuğrul (1980b) 'Türk polisin iç yüzü' (La face cachée de la police turque), *Polis Magazin*, 15 (2), pp. 10-21.

Berger, Peter ; Luckmann Thomas (2006) *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin.

*Polis Magazin* (1977) 'Bin kişiye Bir Polis' (Un policier pour mille personnes), 12 (3), p.13.

Biröl, D. (1975) 'Kivançliyiz' (Nous sommes heureux), *Pol-Der*, 1.

Bölügiray, Nevzat (1989) *Sokaktaiki Asker. Bir Sıkıyönetim Komutanının. 12 Eylül Öncesi Anıları* (Un militaire dans la rue. Les mémoires d'un commandant de l'état de siège avant le 12 septembre), Istanbul, Milliyet Yayınları.

Bourdieu, Pierre (1993) 'Esprits d'Etat. Genèse et structure du champ bureaucratique', *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°96-97.

Bozarslan, Hamit (1999) 'Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970', *Turcica*, 31, pp. 185-244.

Bruneteaux, Patrick (1993) *La violence d'Etat dans un régime démocratique : les forces de maintien de l'ordre en France. 1880 - 1980*, thèse pour le doctorat de Science Politique, sous la direction de Philippe Braud, Université Paris I.

*Polis Magazin* (1979) 'Elbise, süt, polis, devlet' (Vêtement, lait, police, Etat), 14 (8), p. 1.

*Polis Magazin* (1980) 'Emniyet örgütü'nde çalışan polislerin öğrenim durumu' (Le niveau d'études des policiers travaillant à l'organisation de la sécurité), 15 (1), p. 21.

Güneş, Hasan Fehmi (1980) 'Türkiye'de terör, anarşi ve mücadele yolları' (Les voies de la terreur, de l'anarchie et du conflit en Turquie), *Polis Magazin*, 15 (8), pp. 8-13.

Gürel, Burak (2004a) *Political Mobilization In Turkey in the 1970s: The Case of the Kahramanmaraş Incidents*, PhD Thesis, Boğaziçi University, Atatürk Institute for Modern Turkish History.

Gürel, Burak (2004b) "Communist Police !' The State in the 1970s Turkey', *Journal of Historical Studies*, 2, pp. 1-18.

Lagroye, Jacques (2003) *La politisation*, Paris, Belin.

Öner, Sıtkı (2003) *Halkın Polisi. Pol-Der Anıları* (La Police du peuple. Les Mémoires de Pol-Der), Istanbul, İletişim yayınları.

*Polis Dergisi* (1980) 'Milli Güvenlik Konseyi'nin 12.9.1980 gün ve 5 sayılı kararı' (Décision n°5 du 12 septembre 1980 du Conseil National de Sécurité), octobre 1980, p. 23.

*Polis. Vatandaşın can, mal ve namusunu korur, devlet güvenliğini sağlar, trafiği murakabe eder, demokratik nizamın kanun dışı hareketlerle bozulmasını önler* (La police. Elle protège la vie, les biens et l'honneur de la population, elle assure la protection de l'Etat, elle contrôle le trafic, elle enrayer les

---

Gourisse, Benjamin (2008) 'Pluralité des rapports aux normes professionnelles et politisation des pratiques dans la police turque des années 1970', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N° 8 , No. 8 | Surveiller, normaliser, réprimer, URL : <http://www.ejts.org/document2273.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

---

mouvements hors la loi portant atteinte à l'ordre démocratique) (1970) (brochure de présentation de la police turque en 1970).

T.C. Ankara-Çankırı-Kastamonu İleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Savcılığı. İddianame. M.H.P. ve Ülkücü Kuruluşlar (Réquisitoire du procureur militaire du commandement de l'état de siège des provinces d'Ankara – Çankırı – Kastamonu au procès du MHP et des institutions ülkücü le 29 avril) (1981), [http://www.catalsay.com/main/images/fbfiles/files/MHP\\_iddianamesi.pdf](http://www.catalsay.com/main/images/fbfiles/files/MHP_iddianamesi.pdf)

Ulusoy, Kazim (1975) 'Emniyet Görevlilerinin Siyasal Tarafsizligi' (La Neutralité politique des serviteurs de l'Etat), *Pol-Der*, 3.

Uysal, Ayşen (2005) *Le répertoire d'action de la politique dans la rue : les actions protestataires et leur gestion étatique en Turquie dans les années 1990*, thèse pour le doctorat de Science Politique, sous la direction de Michel Offerlé, Université Paris I.

Yiğenoğlu, Çetin (1995) *Sakıncalı Kadın Polis Nurhan Varlı'nın Anıları* (Policrière indésirable. Les Mémoires de Nurhan Varlı), Istanbul, Çağdas.

Yücel, Tutkun, K. (1980) 'Karakol'un Türk Emniyet (Polis) örgütündeki yeri, görevleri ve sorunları' (Les lieux, fonctions et problèmes des commissariats dans l'organisation de la sécurité [la police]), *Polis Dergisi*, août 1980, pp. 40-41.